

<http://www.ujfp.org/spip.php?article4962>



Palestine, l'option du gouvernement israélien : "Ne rien faire et gérer le conflit"

- Pour comprendre - Analyses, opinions & débats -



Date de mise en ligne : mardi 31 mai 2016

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

21 MAI 2016 PAR OLIVIA ELIAS BLOG : LE BLOG D'OLIVIA ELIAS

La conférence, lancée à l'initiative de la France pour remettre sur le tapis la résolution de la question de Palestine, devrait se tenir le 3 juin et John Kerry devrait y assister. Opposés à cette initiative, les Israéliens sont à la manoeuvre, avec leurs alliés, pour disqualifier ceux qui ne s'alignent pas sur leurs points de vue. Leur position pourrait se résumer ainsi : « Ceux qui ne sont pas d'accord avec nous, n'ont pas voix au chapitre ! ». Une tactique testée à maintes reprises par le passé et, à nouveau, à l'occasion du vote par la France de la résolution de l'Unesco condamnant les politiques israéliennes à Jérusalem-Est et insistant sur la nécessité de maintenir le statu quo relatif au Mont du Temple.

Il faut qualifier ces pressions pour ce qu'elles sont : un véritable chantage, en espérant qu'ils seront moins nombreux à y succomber à l'avenir, sachant que certains, y compris au plus haut niveau, n'hésitent pas à l'avaliser.

Ils sont aidés en cela par des experts appartenant à tous les milieux (d'affaires, académique, diplomatique, militaire) rassemblés au sein de think-tanks influents et dotés de réseaux étendus et prestigieux. Tel est le cas d'Efraim Inbar, professeur émérite de sciences politiques à l'université Bar-Ilan et directeur du Begin-Sadate Center for Strategic Studies (BESA), un institut très proche de Benjamin Netanyahu depuis ses débuts [1].

Entre mai 2014 et juin 2015, E. Inbar signe plusieurs billets, dont deux consacrés à la résolution de ce « conflit ethno-religieux », comme il le qualifie. Le premier, en mai 2014, après l'échec de la dernière tentative des Américains (le plan Kerry) pour relancer un « processus de paix » depuis longtemps moribond. Le second, à l'occasion de l'annonce par la France de son projet d'élargir le cercle des acteurs impliqués dans la recherche d'une solution en convoquant une conférence internationale qui se réunirait, dans un premier temps, sans les Palestiniens et les Israéliens »[2].

Ne rien faire et gérer le conflit, mai 2014

Si le professeur Inbar ne se désole pas de l'échec du plan Kerry, c'est que « ne rien faire et gérer le conflit » lui apparaît « l'option la plus censée », parmi toutes celles envisagées en Israël même (annexion officielle, retrait unilatéral, nouvelles négociations au sein du Quartet). Il serait ainsi possible de perpétuer le statu quo dont tout le monde sait combien il avantage à court et peut-être à moyen terme Israël, laissé libre de réprimer et d'expulser les Palestiniens, d'exploiter leurs ressources et de s'appropriier lentement mais sûrement les régions les plus fertiles et les plus riches en eau. Tout cela avec peu de conséquences en retour : « Le ciel n'est pas tombé. Il n'y a pas lieu de s'alarmer ou de craindre le déclenchement d'une crise imminente ni en Israël, ni dans la région, ni ailleurs dans le monde ».

E. Inbar voit dans le peu de réactions à l'échec américain « la marginalisation de la question de Palestine », elle-même résultat du « contexte actuel contemporain ». Considéré comme globalement positif pour les Israéliens, à l'exception des deux menaces stratégiques que sont l'Iran et le mouvement Boycott, Désinvestissement et Sanctions, celui-ci se présente ainsi :

- ▶ Palestiniens : division, dépendance à l'égard de l'aide internationale et vulnérabilité face aux mesures de rétorsion israélienne,

- Etats arabes et Zone euro : focalisation sur les questions socio-politico-économiques internes et régionales,

- ▶ Etats-Unis, prochaines élections présidentielles, période peu favorable pour un bouleversement de la politique étrangère.

Seule approche, la gestion du conflit, juin 2015

Aussitôt annoncé le projet de convocation d'une conférence internationale par la France, E. Inbar réitère son credo. « La gestion du conflit est la seule approche » possible. Et il ne ménage pas ses critiques à l'égard des Européens coupables d'avoir lancé une « offensive (sic) de paix » sans connaître « les réalités moyen-orientales » et de ne pas vouloir imputer la responsabilité principale de l'échec de la solution des deux Etats aux dirigeants palestiniens, qui se sont disqualifiés comme partenaires pour la paix. Enfermés dans une démarche maximaliste et divisés, ces derniers refusent « Par-dessus tout, d'accepter le caractère juif de l'Etat d'Israël ». Autres griefs : ils insistent sur le contrôle exclusif du Mont du Temple, le droit au retour des réfugiés, l'établissement de leur capitale à Jérusalem-Est et la fin de la présence juive en Judée & Samarie. Vu leur intransigeance et leur inaptitude à construire un état, « la résolution du conflit n'est pas dans les cartes ».

Que propose donc le professeur Inbar ?

Dans les conditions actuelles, le mieux serait de conclure des arrangements intérimaires, tacites ou formels, qui n'impliqueraient pas de graves risques de sécurité pour Israël. S'agirait-il de recycler la méthode ayant conduit aux Accords d'Oslo ? Pas de précisions sur ce point ou sur le contenu de tels arrangements. En revanche, par le passé, E. Inbar a abondamment détaillé les points sur lesquels il n'est pas question de céder : caractère juif de l'Etat, indivisibilité de Jérusalem, poursuite de l'encerclement de la ville par le développement de la zone E-1, extension des grandes colonies et de celles situées à des endroits dits stratégiques, présence israélienne dans la Vallée du Jourdain, seule frontière défendable possible à l'Est...

A bon entendeur, salut ! Tous ceux qui appellent de leurs vœux l'adoption de nouveaux paramètres et d'un cadre de négociation respectueux du droit international avec arbitrage réel, indicateur des progrès réalisés et sanctions pour non-respect des engagements sont avertis...s'ils ne l'étaient déjà.

Dernière remarque tirée de l'analyse même de E. Inbar, qui fait une large place à l'environnement international. Les Israéliens prendraient davantage en compte les points de vue des Français et des Européens s'ils avaient le sentiment que leurs actes avaient des conséquences. A défaut d'intégrer cette réalité, les prochaines rencontres ne feront qu'ajouter des discours aux discours.

[1] « Netanyahu Has Become Mainstream Israel », Prof E. Inbar, BESA Center Perspectives Papers ,n°83, 28 juin 2009.

[2] « Doing almost nothing is a good option », Prof. E. Inbar, BESA Center Perspectives Papers, n° 247, 15 mai, 2014 et « The Unrealistic European Peace Offensive », Prof. E. Inbar, BESA, n° 300, 1 juin 2015.